

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 10 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 17**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
11	1	5

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 23/314**

**CONVENTION DE  
TRANSFERT DE MAITRISE  
D'OUVRAGE AVEC LA VILLE  
DE LA SEYNE-SUR-MER  
POUR LE RENOUVELLEMENT  
URBAIN DU CENTRE-VILLE  
DANS LE CADRE DU  
NOUVEAU PROGRAMME  
NATIONAL DE  
RENOUVELLEMENT URBAIN  
(NPNRU) - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**REPRESENTE :**

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 23/314**

**BUREAU DU 10 JUILLET 2023**

**O B J E T : CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE  
D'OUVRAGE AVEC LA VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER  
POUR LE RENOUVELLEMENT URBAIN DU CENTRE-  
VILLE DANS LE CADRE DU NOUVEAU PROGRAMME  
NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU) -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique et en particulier son article L.2422-12,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°22/02/10 du 24 février 2022 déclarant d'intérêt métropolitain, l'opération d'aménagement en renouvellement urbain du centre-ville de La Seyne-sur-Mer, dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU),

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°22/02/11 du 24 février 2022 approuvant la convention pluriannuelle du projet de renouvellement urbain (NPNRU) financé par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU),

**VU** la Convention pluriannuelle de renouvellement urbain NPNRU signée le 16 Juin 2022,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 26 Juin 2023,

**VU** le projet de convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole exerce l'ensemble des compétences prévues à l'article L.5217-2 du CGCT,

**CONSIDERANT** que, depuis le 16 Juin 2022, le centre-ville de La Seyne-sur-Mer bénéficie du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) conventionné avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) dont les enjeux et objectifs poursuivis sont :

- Le recyclage et le traitement des îlots dégradés pour améliorer la qualité de l'habitat,
- La mise en œuvre d'une stratégie de diversification résidentielle pour favoriser la mixité et la diversité de l'habitat,
- La constitution d'une offre de logements locatifs sociaux,
- La réhabilitation des parcelles commerciales pour former un parcours marchand,
- La création et la requalification des espaces publics pour redynamiser le centre-ville,
- La création d'équipements publics de proximité pour revaloriser le cœur de ville,

**CONSIDERANT** que l'opération de renouvellement urbain intègre un ensemble de travaux et d'ouvrages relevant des compétences respectives de la commune et de la Métropole,

**CONSIDERANT** que lorsque la réalisation de travaux ou d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération,

**CONSIDERANT** la proposition de désigner la Métropole en tant que maître d'ouvrage unique de l'opération,

**CONSIDERANT** les modalités de transfert de la maîtrise d'ouvrage déterminées dans le projet de convention joint,

**CONSIDERANT** que la Métropole impliquera la ville de manière continue à travers un pilotage partenarial,

**CONSIDERANT** que le montant global prévisionnel retenu pour cette opération, s'élève à 35 073 043 € HT dont 21 534 686 € HT pour la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention annexée.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

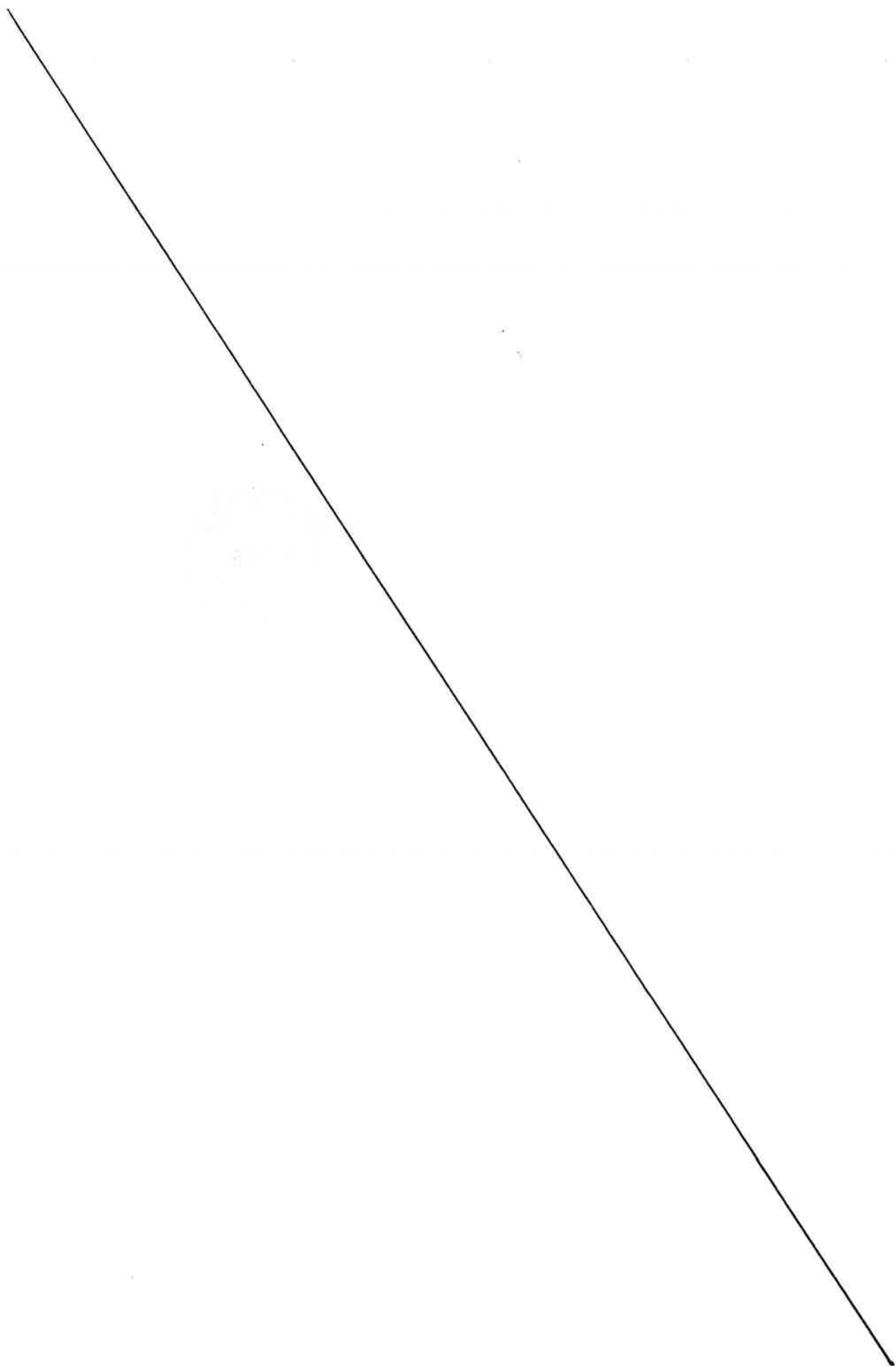
Fait à Toulon, le 10 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0





## **CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE**

---

**pour le renouvellement urbain du centre-ville de La  
Seyne-sur-Mer**

---

## Table des matières

Article 1 – Objet de la convention .....	5
Article 2 – Description de l’Opération et programme prévisionnel .....	5
Article 3 – Périmètre de la maîtrise d’ouvrage unique .....	5
Article 4 – Désignation du maître d’ouvrage unique .....	5
Article 5 – Mission du maître d’ouvrage unique .....	6
Article 6 – Modalités d’association de la Ville.....	6
Article 7 – Délais et modalités de réalisation des travaux La Métropole, maître d’ouvrage unique, en accord avec la Commune, envisage de confier la réalisation dedans le cadre d’une concession d’aménagement. ....	7
7.1 Délais de réalisation .....	7
7.2 Modalités de réalisation des travaux .....	7
Article 8 – Modalités de suivi des travaux, de réception et de remise des ouvrages .....	7
Article 9 – Modalités de financement des opérations .....	8
9.1 Coût total des opérations .....	8
9.2 Répartition financière des opérations entre les Parties.....	8
9.3 Flux financiers.....	9
9.4 Autres concours financiers .....	9
9.5 Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).....	9
Article 10 – Pouvoirs délégués au maître d’ouvrage unique .....	9
Article 11 – Responsabilité – Assurances .....	9
Article 12 – Durée de la convention .....	9
Article 13 – Clause de rencontre .....	10
Article 14 – Modalités de résiliation de la convention.....	10
Article 15 – Résolution des litiges .....	10
15.1 Litiges entre les Parties.....	10
15.2 Litiges envers les tiers .....	10
Article 16 – Exécution, interprétation et évolution du contrat.....	11



## **ENTRE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé au 107 Boulevard Henri FABRE, 83 000 TOULON, représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une délibération du conseil métropolitain n° ..... en date du 6 Juillet 2023,

Ci-après désignée « la Métropole »,

D'une part,

## **ET**

La Commune de La Seyne sur Mer, dont le siège est situé au 20 Quai Saturnin FABRE, 83500 LA SEYNE SUR MER, représentée par son Maire, Madame Nathalie BICAIS, dûment habilitée par une délibération du conseil municipal n° ..... en date du 20 Juin 2023,

Ci-après « la Commune »

D'autre part,

## **IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :**

La Métropole et la Ville envisagent de réaliser une opération d'aménagement pour le renouvellement urbain du centre-ville de La Seyne Sur Mer, afin de renforcer son attractivité et redonner à la ville sa dimension métropolitaine.

Au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, cette opération d'aménagement a pour objet de :

- Permettre le renouvellement urbain par le recyclage et la recomposition d'îlots dégradés identifiés ;
- Lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- Développer et étendre les activités économiques et permettre la restructuration commerciale ;
- Réaliser la requalification et le maillage des espaces publics
- Réaliser des équipements publics (une médiathèque, une crèche municipale, et un centre social et culturel).

Cette opération d'aménagement est déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du conseil métropolitain en date du 24 février 2022. La convention pluriannuelle de renouvellement urbain a été contractualisée avec l'ANRU le 16 Juin 2022.

La Métropole et la Commune se sont rapprochées afin de définir ensemble les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique sur les travaux et les actions induits par l'opération d'aménagement du centre-ville.

La présente convention vise à préciser le champ, les conséquences et les conditions de mise en œuvre de cette maîtrise d'ouvrage unique conformément aux dispositions de l'article L2422-12 du code de la commande publique.

Pour l'exécution de la présente convention, les termes ci-après reçoivent la qualification suivante :

- l'Opération : désigne l'opération d'aménagement du centre-ville ( y compris les opérations d'ingénierie), telle que définie dans le présent préambule, qui devrait être concédée à un concessionnaire dans le cadre d'une concession d'aménagement au sens des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme,
- les Opérations : désignent les opérations, objets de la présente convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, constituant le programme public de l'Opération,
- les Parties : désignent la Métropole et la Commune de La Seyne-sur-Mer.

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une maîtrise d'ouvrage unique exercée entre la Métropole et la Commune, dans le cadre de la réalisation des opérations décrites à l'article 2 ci-après.

Elle est conclue conformément aux dispositions de l'article L 2422-12 du code de la commande publique, au titre des travaux participant à une opération unique et caractérisés par une interdépendance procédant notamment de leurs liens fonctionnels et de la nécessité d'une forte coordination dans la gestion des interfaces de chantier.

Elle définit également les modalités d'association de la Ville avec la Métropole dans le cadre de cette maîtrise d'ouvrage unique.

## Article 2 – Description de l'Opération et programme prévisionnel

L'Opération, objet de la présente convention, consiste en la réalisation :

Des opérations relevant de la compétence de la Métropole :

- Recyclage d'immeubles sur les îlots prioritaires de Berny, Perrin et Cœur de Ville
- Aménagement des espaces publics et voiries
- Dispositifs d'aide à la réhabilitation (OPAH-RU)

Des opérations relevant de la compétence de la Commune :

- Locaux à vocation commerciale
- Médiathèque
- Crèche
- Centre Social et Culturel
- Recyclage d'immeubles au titre de l'Opération de Restauration Immobilière

## Article 3 – Périmètre de la maîtrise d'ouvrage unique

Il est expressément convenu que le périmètre de la maîtrise d'ouvrage transférée organisée par la présente convention exclut les travaux qui ne sont pas spécifiquement mentionnés par l'article 2 ci-avant. Ces travaux exclus du périmètre de la convention relèvent de la responsabilité de chaque collectivité maître d'ouvrage. Il en sera de même pour tous travaux complémentaires demandés par l'une des Parties qui ne seraient pas intégrés dans le périmètre de la présente convention par voie d'avenant.

## Article 4 – Désignation du maître d'ouvrage unique

Conformément à l'article L 2422-12 du code de la commande publique, les Parties conviennent que la Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage unique des opérations mentionnés à l'article 2 ci-avant.

En cette qualité de maître d'ouvrage unique, la Métropole agira à la fois pour son propre compte et pour le compte de la Commune.

La Métropole est habilitée par la présente à concéder les opérations par le biais d'une concession d'aménagement.

La Métropole en tant que MO unique assurera toutefois une parfaite association de la ville sur toutes les opérations et toutes les phases de ces dernières conformément à l'article 6.

## Article 5 – Mission du maître d'ouvrage unique

En sa qualité de maître d'ouvrage, la Métropole assume toutes les attributions et responsabilités attachées à cette fonction.

Pour ce faire, la Métropole mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables en particulier pour la passation des marchés.

La Métropole exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage. La Métropole est notamment habilitée à passer les marchés publics d'études, de mandat de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation du projet, et à signer un contrat de concession.

La mission du maître d'ouvrage unique confiée par la présente convention est assurée à titre gratuit

## Article 6 – Modalités d'association de la Ville

La métropole impliquera la ville de manière continue à travers un pilotage partenarial dans les conditions suivantes pour les opérations qui la concernent :

Elle associera la ville aux différents stades d'élaboration des opérations et de la conduite de la réalisation des ouvrages.

1. Programme et choix de concepteur : le concessionnaire associera les services de la commune en collaboration avec ceux de la métropole concernée pour élaborer les programmes des différentes opérations. La commune sera associée aux différentes instances de sélection des maîtres d'œuvres suivant les modalités du concessionnaire.

2. Suivi des opérations : des comités techniques (suivant la thématique concernée) sont constitués et composés des représentants des différentes administrations compétentes dès le démarrage des études. Ils se réunissent autant de fois que nécessaire sur convocation ou invitation du MO Unique qui en assurera l'organisation et le pilotage et l'animation tout au long de l'opération ou confiera ce rôle au concessionnaire avec l'accord préalable de la commune.

Ces comités prépareront les décisions soumises à validation ou arbitrage des élus de la ville concernés par l'opération réunis en comités de pilotage.

Les relevés de décisions et comptes rendus sont élaborés et diffusés par le MO Unique ou son concessionnaire. La commune disposera d'un délai au maximum de 3 semaines pour faire part de ses éventuelles observations au-delà duquel un accord est réputé obtenu. Un délai supplémentaire pourra être sollicité par écrit par la commune.

3. Avis sur les études : la commune sera invitée aux différentes réunions la concernant pour l'élaboration des études et valide auprès du MO unique les différentes étapes de l'étude et émettra un avis définitif final dans un délai de 4 semaines maximum à compter de la réception des dossiers remis par le MO unique.

4. Suivi des travaux : le MO unique associera la commune tout au long de la réalisation des ouvrages et des opérations jusqu'à leur réception et remise. La commune désignera des interlocuteurs spécifiques aux différentes opérations en amont sous la coordination du service Rénovation Urbaine de la ville.

Toutes modifications et/ou adaptations émanant du MO unique ayant une incidence affectant les opérations à quelque stade que ce soit feront l'objet d'une information auprès de la collectivité pour accord et validation.

## Article 7 – Délais et modalités de réalisation des travaux

### 7.1 Délais de réalisation

Les Opérations dont la Métropole assurera la maîtrise d'Ouvrage unique seront réalisés dans le cadre du calendrier prévisionnel défini dans la convention financière à intervenir.

### 7.2 Modalités de réalisation des travaux

La Métropole, maître d'ouvrage unique, en accord avec la Commune, envisage de confier la réalisation des Opérations à un aménageur dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La Métropole s'engage à retranscrire dans le traité de concession les obligations qui lui incombent vis à vis de la Commune de par la présente convention, pour que l'aménageur puisse les exercer sous son contrôle, ce que la Commune accepte.

## Article 8 – Modalités de suivi des travaux, de réception et de remise des ouvrages

La Métropole informera en temps utile le représentant de la Commune de la date prévue pour chaque opération de visite portant sur les chantiers relatifs aux Ouvrages destinés à revenir à la Commune et invitera ce dernier et/ou toutes les personnes de son choix à y participer.

Le représentant de la Commune pourra formuler au représentant de la Métropole qui s'oblige à les retranscrire au concessionnaire, toutes observations et/ou réserves sur les travaux en cours.

La commune sera associée à toutes les phases préalables de réception des ouvrages :

Le Mo unique ne procédera à la réception avec ou sans réserve qu'au vu des PV des opérations préalables et des observations ou du visa de la commune. La Métropole mettra tout en œuvre pour permettre la levée des éventuelles observations de la commune dans les meilleurs délais. En cas de réceptions avec réserves et dès lors qu'elles ne s'opposent pas à la mise en service des ouvrages, ceux-ci seront remis à la commune (en cas contraire, la remise d'ouvrage sera différée jusqu'à la levée de celles-ci).

Après réception des Ouvrages et signature du procès-verbal de remise entre le concessionnaire et la Métropole, dans les conditions prévues par la concession d'aménagement à conclure, la Métropole procédera sans délai à la remise à la Commune des Ouvrages qui lui sont destinés.

Cette remise devra être constatée par signature d'un procès-verbal entre les Parties qui sera suivi par la conclusion d'un acte authentique portant transfert de propriété des ouvrages réalisés.

La responsabilité des Ouvrages destinés à revenir à la Commune ne lui sera transférée par la Métropole qu'après remise desdits Ouvrages dans les conditions prévues par le présent article.

Un dossier technique sera également transmis à la commune dans un délai de 3 mois maximum lors de la réception (pièces de marchés, délais de garanties, PV réceptions, DOE, DIUO : pour celui-ci délais de 3 mois), sans quoi des pénalités de retard seront appliquées.

En cas de litige lié à l'exécution des travaux, la Métropole ou l'aménageur désigné aura en charge le règlement des litiges avec les entreprises chargées de l'exécution de travaux relatifs aux ouvrages relevant de sa mission de maître d'ouvrage unique.

Le Maître d'ouvrage unique informera la Commune des litiges existants, pour les biens qui relèvent de la compétence communale et amenés à lui être remis. Une convention financière déterminera les participations des collectivités pour les frais relevant de la conduite du contentieux.

La Métropole en tant que maître d'ouvrage unique s'engage à inclure ces éléments dans le contrat de concession envisagé pour la réalisation des opérations

## Article 9 – Modalités de financement des opérations

### 9.1 Coût total des opérations

Le coût total des opérations, estimé au jour de la présente convention, est de **35 073 043 € ht.**

Ce coût se répartit comme suit :

Opérations	MO initiale	MO en application de la présente convention	Coût en € HT
Voiries	Métropole	Métropole	3 803 118
Recyclages d'immeubles ilots prioritaires	Métropole	Métropole	15 931 568
OPAH-RU	Métropole	Métropole	1 800 000
Coût prévisionnel des opérations métropolitaines			<b>21 534 686</b>
Médiathèque	Ville	Métropole	3 015 500
Centre Social	Ville	Métropole	1 400 000
Crèche	Ville	Métropole	303 030
Locaux commerciaux	Ville	Métropole	5 269 827
1 <sup>ère</sup> tranche de 5 immeubles « ORI »	Ville	Métropole	500 000
2 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup> tranche optionnelle « ORI »	Ville	Métropole	3 000 000
Action de participation citoyenne et co-construction	Ville	Métropole	50 000
Coût prévisionnel des opérations communales			<b>13 538 357</b>
COUT PREVISIONNEL TOTAL DES OPERATIONS			<b>35 073 043</b>

Le coût des opérations sera pris en charge selon les modalités ci-après définies.

### 9.2 Répartition financière des opérations entre les Parties

Les Parties conserveront la charge financière des opérations qui leur sont destinés, de sorte que :

- La Métropole prendra en charge financièrement pour un montant de 21 534 686 € HT au titre de sa maîtrise d'ouvrage initiale.

- La Commune prendra en charge financièrement pour un montant de 13 538 357 € HT au titre de sa maîtrise d'ouvrage initiale.

Chaque partie assumera également la charge financière des coûts supplémentaires qui ne seraient pas connus au jour de la présente convention, selon la répartition définie par l'alinéa précédent, sous réserve que ces coûts soient nécessaires à la réalisation des opérations et fassent l'objet d'un avenant au traité de concession et à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage.

### 9.3 Flux financiers

Une convention spécifique dite de participation financière viendra préciser les modalités du paiement des participations au concessionnaire et notamment l'échéancier.

### 9.4 Autres concours financiers

Les Parties autorisent la Métropole en sa qualité de maître d'ouvrage unique ou le concessionnaire, à solliciter le cas échéant des concours financiers et toutes participations autre que celles prévues par la présente convention, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La répartition des concours financiers et des participations financières y compris non prévues par la présente convention fera l'objet d'une convention spécifique dite de participation financière.

### 9.5 Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

La Métropole se chargera, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, de réunir tous les éléments requis pour la mise en œuvre du FCTVA.

Les dossiers relatifs au FCTVA seront toutefois préparés et déposés par chaque Partie, après intégration de l'ouvrage concerné dans son patrimoine.

## Article 10 – Pouvoirs délégués au maître d'ouvrage unique

Les Parties conviennent que le maître d'ouvrage unique, ou son concessionnaire, sera habilité à déposer toutes les demandes d'autorisation nécessaire à la réalisation des opérations, notamment au titre du droit de l'urbanisme, du droit de l'environnement ou de toute autre réglementation applicable à la construction et à l'exploitation des ouvrages objets de la présente convention.

La commune sera partie prenante de l'élaboration de tous documents nécessaires à ces autorisations et à en valider le contenu. Ces pouvoirs pourront également être délégués au concessionnaire dans le cadre de la concession d'aménagement qui lui sera attribuée par la Métropole.

## Article 11 – Responsabilité – Assurances

Le maître d'ouvrage unique est tenu à une obligation de moyens et ne devra aucune indemnité à la partie cocontractante en cas d'abandon des procédures lancées pour la réalisation des ouvrages, notamment si celles-ci sont déclarées sans suite ou infructueuses.

Le maître d'ouvrage unique s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires à la réalisation de ses missions et à répercuter cette obligation sur le concessionnaire chargé de réaliser les opérations dans le cadre du contrat de concession d'aménagement.

## Article 12 – Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Elle expirera à l'issue des opérations de réception et de remise à la Commune de l'ensemble des opérations visés à l'article 2 ci-avant.



## Article 13 – Clause de rencontre

Les parties conviennent de se rencontrer aux fins d'examiner les conditions de la présente convention :

- à la demande d'une l'une des parties à une phase opérationnelle demandant un échange non prévu à la présente convention
- en cas de questions financières soulevées au titre de la programmation pluriannuelle de l'une ou l'autre des collectivités
- Au terme de cette rencontre et en accord avec les deux parties un avenant pourra être adopté.

## Article 14 – Modalités de résiliation de la convention

En cas de désaccord entre les Parties, après que toutes les voies de concertation aient été recherchées, une résiliation pourra intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties.

La résiliation sera obligatoirement précédée d'une mise en demeure effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception, adressé trois (3) mois avant la date de prise d'effet de cette résiliation.

En cas de résiliation de la convention, le maître d'ouvrage unique devra transmettre à la Commune un arrêt des comptes effectué à la date de prise d'effet de la résiliation.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie auteur de la résiliation de remplir ses obligations contractuelles jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations consenties dans le cadre de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception d'une mise en demeure restée en tout ou partie infructueuse.

## Article 15 – Résolution des litiges

### 15.1 Litiges entre les Parties

En cas de différend entre les Parties relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, celles-ci s'engagent à rechercher une issue amiable par tous les moyens à leur disposition.

Dès son apparition, la partie la plus diligente porte ce différend à la connaissance de l'autre par courrier recommandé avec accusé de réception.

A défaut de solution amiable dans un délai de trente (30) jours suivant l'envoi du courrier visé à l'article précédent, la Partie la plus diligente pourra soumettre le différend à la juridiction compétente.

### 15.2 Litiges envers les tiers

Dans le cas d'éventuels contentieux intentés par des tiers à la présente convention, les Parties conviennent qu'après information préalable, la maître d'ouvrage unique désignera le conseil juridique chargé de représenter les Parties. Les frais résultants de ces contentieux seront répartis entre les Parties en application de la clé de répartition définie dans la convention financière.



## Article 16 – Exécution, interprétation et évolution du contrat

Les Parties s'engagent à exécuter la présente convention de bonne foi, dans le respect du principe de loyauté contractuelle, en mettant en œuvre tous moyens à leur disposition pour en garantir la bonne exécution.

En cas d'annulation d'une ou de plusieurs clauses de la présente convention, si aucune disposition législative ou réglementaire d'ordre public ne s'y oppose et si la ou les clauses annulées ne font pas disparaître l'équilibre contractuel correspondant à la commune intention des Parties, cette annulation n'aura pas d'effet sur l'application des clauses contractuelles non concernées.

Toute évolution de la présente convention ne pourra intervenir que par voie d'avenant, conclu entre les Parties dans les mêmes conditions et selon la même procédure que la convention initiale.

Fait à Toulon, le .....

La Métropole Toulon Provence Méditerranée,  
représentée par son Président,

Jean-Pierre GIRAN

La Commune de La Seyne sur Mer  
représentée par son Maire,

Nathalie BICAIS  
Maire de la Seyne-sur-Mer  
Vice-Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée  
Conseiller Départemental du Var

